

Province de Québec
MRC des Maskoutains
Municipalité de Saint-Valérien-de-Milton

Séance extraordinaire du Conseil de la Municipalité de Saint-Valérien-de-Milton tenue le lundi 14 décembre 2015 à 19H30 à l'hôtel de ville sis au 960 Chemin Milton à Saint-Valérien-de-Milton sous la présidence de

Madame Raymonde Plamondon
Maire
Et à laquelle sont présents

Monsieur Luc Tétreault
Madame Noëlle Jodoin

Madame Martine Lavoie
Monsieur Serge Ménard
Monsieur Jean-Guy Jacques

Tous membres du Conseil formant quorum sous la présidence de madame le Maire.

Monsieur Robert Leclerc, directeur général et secrétaire-trésorier, est aussi présent.

1- Constat de l'avis de convocation

Les élus présents constatent que l'avis de convocation a été remis conformément au délai prescrit à l'article 156 du Code municipal. Conséquemment, la séance est ouverte.

2- Adoption de l'ordre du jour

Résolution 465-12-2015

Il est proposé par monsieur Jean-Guy Jacques, appuyé par monsieur Luc Tétreault et résolu à l'unanimité des conseillères et des conseillers d'adopter l'ordre du jour tel que soumis.

3- Adoption du budget 2016

Considérant le dépôt et la présentation, par le Conseil municipal des prévisions budgétaires pour l'année 2016;

Résolution 466-12-2015

En conséquence,

Il est proposé par monsieur Luc Tétreault, appuyé par madame Noëlle Jodoin et résolu à l'unanimité des conseillères et des conseillers **que le Conseil** adopte par la présente résolution, les prévisions budgétaires pour l'année 2016, comme suit, à savoir :

<u>Prévisions de revenus</u>	<u>Détails</u>	<u>Budget 2016</u>
Taxes, tarification services municipaux	2 072 932 \$	
Tenant lieu de taxes (École)	9 273 \$	
Tenant lieu de taxes (Bureau de poste)	1 838 \$	
Autres recettes de sources locales	173 765 \$	
Transfert(s) Subvention(s)	263 164 \$	
<i>Total des revenus d'opérations générales</i>		<u>2 520 972 \$</u>
<u>Voir dépenses immobilisations et affectations</u>		
Affectation de surplus	0 \$	

Grand total des revenus **2 520 972 \$**

Prévisions de dépenses **Détails** **Budget 2016**

Administration générale

Législation (Conseil municipal)	70 758 \$	
Cour municipale	2 725 \$	
Gestion financière et administrative	184 172 \$	
Greffe (élection et référendum)	12 305 \$	
Évaluation	17 740 \$	
Autres gestion et administration	132 876 \$	
		<u>420 576 \$</u>

Sécurité publique

Police – Sureté du Québec	192 197 \$	
Protection contre l'incendie	212 446 \$	
Premiers Répondants	42 000 \$	
Quotes-parts 911 et SQ Sainte-Rosalie	13 985 \$	
		<u>460 628 \$</u>

Transport routier

Voirie municipale	342 685 \$	
Déneigement et déglçage	195 077 \$	
Éclairage public (de rues et chemins)	19 000 \$	
Panneaux de rues et accessoires	2 000 \$	
Transport adapté (quote-part MRC)	8 028 \$	
		<u>566 790 \$</u>

Hygiène du milieu

Traitement des eaux usées	87 279 \$	
Réseaux d'égout sanitaire	10 574 \$	
Déchets, récupération, résidus verts	148 983 \$	
Réseau d'égout pluvial	1 742 \$	
Cours d'eau	10 000 \$	
Vidange de fosses septiques	42 249 \$	
		<u>300 827 \$</u>

Urbanisme et zonage

Urbanisme et zonage	45 227 \$	
		<u>45 227 \$</u>

Loisir et culture

Centre communautaire	31 437 \$	
Patinoire	6 678 \$	
Centre récréatif	110 257 \$	
Activités autres	25 100 \$	
Bibliothèque	13 826 \$	
		<u>187 298 \$</u>

Frais de financement

Intérêts sur dette à long terme	82 239 \$	
Autres frais de financement		
		<u>82 239 \$</u>

Total des dépenses de fonctionnement **2 063 585 \$**

Dépenses en immobilisation / affectations

Administration		
Sécurité publique- Service Sécurité incendie	18 387 \$	
Voirie	45 000 \$	
Loisirs	100 000 \$	
Remboursement de capitaux sur financement	294 000 \$	
Remboursement de capitaux au fond de roulement	0 \$	
<i>Total des dépenses en immobilisations et affectations</i>		<u>457 387 \$</u>

Appropriation de surplus

Grand total des Dépenses **2 520 972 \$**

4- Adoption du règlement 2015-105 relativement à la taxation 2016

**PROVINCE DE QUEBEC
MRC LES MASKOUTAINS
MUNICIPALITE DE SAINT-VALERIEN-DE-MILTON**

RÈGLEMENT NUMÉRO 2015-95 établissant les taux de taxes et tarifications pour l'exercice financier 2015.

Considérant que le Conseil de la Municipalité de Saint-Valérien-de-Milton a déposé et adopté par résolution, en séance extraordinaire tenue le 14 décembre 2015, ses prévisions budgétaires pour l'exercice financier 2016;

Considérant que le montant des prévisions de revenus est de 1 008 709\$ et que le montant total des prévisions de dépenses est de 2 520 972\$;

Considérant que pour équilibrer son budget 2016, la Municipalité doit combler le manque à gagner au montant de 1 512 263\$;

Considérant qu'en vertu de l'article 244.29 de la Loi sur la fiscalité municipale, une Municipalité locale peut fixer pour un exercice financier plusieurs taux de la taxe foncière générale en fonction des catégories auxquelles appartiennent les unités d'évaluation.

Considérant qu'en vertu de l'article 244.30 de la Loi sur la fiscalité municipale, les catégories d'immeubles sont:

1. celle des immeubles non résidentiels;
 2. celle des immeubles industriels;
 3. celle des immeubles de six logements ou plus;
 4. celle des terrains vagues desservis;
 5. celle qui est résiduelle
 6. celle des immeubles agricoles ;
- et qu'une unité d'évaluation peut appartenir à plusieurs catégories.

Considérant qu'en vertu des articles 244.1 et suivants de la Loi sur la fiscalité municipale, une Municipalité locale peut, par règlement, prévoir que tout ou partie de ses biens, services ou activités sont financés au moyen d'un mode de tarification;

Considérant qu'en vertu de l'article 252 de la Loi sur la fiscalité municipale, une Municipalité peut fixer par règlement les modalités de paiement des taxes et des tarifs pour les services et celles des paiements des taxes et des tarifs en tenue à jour

du rôle;

Considérant que le surplus budgétaire à chacun des postes du budget pourra être utilisé à d'autres fins que celui prévu, soit à un autre poste budgétaire ou en capitalisation sur des travaux municipaux;

Considérant qu'avis de motion du présent règlement a été régulièrement donné par monsieur Luc Tétreault lors de la séance ordinaire tenue le 05 octobre 2015;

Considérant que les élus déclarent avoir reçu le projet de règlement 48 heures avant la session conformément à l'article 445 du Code municipal, que les élus confirment l'avoir lu et que dispense de lecture est demandé;

Résolution 467-12-2015

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par monsieur Luc Tétreault, appuyé par monsieur Serge Ménard et résolu à l'unanimité des conseillères et des conseillers que le Conseil municipal adopte le règlement numéro 2015-105 et décrète ce qui suit :

Article 1

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement numéro 2015-105.

Article 2

Le taux de base est fixé à 0,615\$ pour chaque 100\$ de la valeur portée au rôle d'évaluation.

Article 2.1 Taux particulier à la catégorie résiduelle

Conséquemment, le taux particulier de la taxe foncière générale de la catégorie résiduelle est fixée à la somme de 0,615\$ par 100\$ de la valeur portée au rôle d'évaluation et cette taxe est imposée et prélevée annuellement sur tout terrain, lot ou partie de lot avec toutes les constructions y érigées, s'il y en a, et sur les biens fonds ou immeubles incorporés auxdits fonds et définis à la loi.

Article 2.2 Taux particulier à la catégorie des immeubles de 6 logements ou plus

Le taux particulier de la taxe foncière générale de la catégorie des immeubles de 6 logements ou plus est fixé à la somme de 0,615\$ par 100\$ de la valeur portée au rôle d'évaluation et cette taxe est imposée et prélevée annuellement sur tout terrain, lot ou partie de lot avec toutes les constructions y érigées, s'il y en a, et sur les biens fonds ou immeubles incorporés auxdits fonds et définis à la loi.

Article 2.3 Taux particulier à la catégorie des immeubles industriels

Le taux particulier de la taxe foncière générale de la catégorie des immeubles industriels est fixé à la somme de 1,00\$ par 100\$ de la valeur portée au rôle d'évaluation et cette taxe est imposée et prélevée annuellement sur tout terrain, lot ou partie de lot avec toutes les constructions y érigées, s'il y en a, et sur les biens fonds ou immeubles incorporés auxdits fonds et définis à la loi.

Article 2.4 Taux particulier à la catégorie des immeubles non résidentiels

Le taux particulier de la taxe foncière générale de la catégorie des immeubles non résidentiels est fixé à la somme de 1,00\$ par 100\$ de la valeur portée au rôle d'évaluation et cette taxe est imposée et prélevée annuellement sur tout terrain, lot ou partie de lot avec toutes les constructions y érigées, s'il y en a, et sur les biens fonds ou immeubles incorporés auxdits fonds et définis à la loi.

Article 2.5 *Taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis*

Le taux particulier de la taxe foncière générale de la catégorie des terrains vagues desservis est fixé à la somme de 0,615\$ par 100\$ de la valeur portée au rôle d'évaluation et cette taxe est imposée et prélevée annuellement sur tout terrain, lot ou partie de lot avec toutes les constructions y érigées, s'il y en a, et sur les biens fonds ou immeubles incorporés auxdits fonds et définis à la loi.

Article 3

Une taxe foncière spéciale de 0.7970\$ par 100\$ de la valeur imposable est imposée et prélevée pour l'année fiscale 2016, du propriétaire de l'immeuble inscrit au rôle d'évaluation foncière sous le numéro de matricule 6647-44-2135, conformément au règlement numéro 570-03 concernant des travaux d'agrandissement des infrastructures et de l'usine d'épuration des eaux usées.

Article 4

Une taxe foncière spéciale de 0,005514\$ par 100\$ de la valeur imposable est imposée et prélevée pour l'année fiscale 2016, de tout propriétaire d'immeuble inscrit au rôle d'évaluation foncière, conformément au règlement numéro 2006-04 concernant l'acquisition d'un camion incendie.

Article 5

Une taxe foncière spéciale de 0.025113\$ par 100\$ de la valeur imposable est imposée et prélevée pour l'année fiscale 2016, de tout propriétaire d'immeuble inscrit au rôle d'évaluation foncière, conformément au règlement 2009-11 concernant les travaux de réhabilitation et de pose de bitume sur le chemin Larocque.

Article 6

Une taxe foncière spéciale de 0.008888\$ par 100\$ de la valeur imposable est imposée et prélevée pour l'année fiscale 2016, de tout propriétaire d'immeuble inscrit au rôle d'évaluation foncière, conformément au règlement 2007-06 concernant les travaux de voirie dans le secteur Leclerc, phase 1.

Article 7

Une taxe foncière spéciale de 0.021108\$ par 100\$ de la valeur imposable est imposée et prélevée pour l'année fiscale 2016, de tout propriétaire d'immeuble inscrit au rôle d'évaluation foncière, conformément au règlement 2009-09 concernant les travaux de voirie dans le secteur Leclerc, phase 3.

Article 8

Une taxe foncière spéciale de 0.054167\$ par 100\$ de la valeur imposable est imposée et prélevée pour l'année fiscale 2016, de tout propriétaire d'immeuble inscrit au rôle d'évaluation foncière, conformément au règlement 2012-54 concernant les travaux de réhabilitation du rang 9 et de pose de bitume sur les rangs 11, Grande ligne et rue Principale. Qu'un montant de 26,328.71\$ soit affecté au surplus trop taxé du règlement 2012-54.

Article 9

Une taxe foncière spéciale de 0.018894\$ par 100\$ de la valeur imposable est imposée et prélevée pour l'année fiscale 2016, de tout propriétaire d'immeuble

inscrit au rôle d'évaluation foncière, conformément au règlement 2013-74 concernant les travaux de pose de bitume sur les rues du secteur Leclerc et pour la réfection du barrage Georges Maurice.

Article 10

Une compensation de 550.80\$ est prélevée pour chaque immeuble identifié selon les numéros de lots suivants : 54065-6646-48-3087, 54065-6646-48-3461, 54065-6646-48-3433, 54065-6646-58-1031, 54065-6646-58-2672, 54065-6646-49-9104 conformément au règlement 2007-06 concernant les travaux de prolongement de réseau d'égout domestique dans le secteur Leclerc, phase 1.

Article 11

Une compensation de 503.92\$ est prélevée pour chaque unité située (comprenant 12 terrains) à l'intérieur du bassin de taxation délimité par un liséré noir et illustré au plan annexé au règlement d'emprunt 2008-03 afin de rembourser des dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles représentant la part des travaux domestiques dans le secteur Leclerc, phase 2.

Article 12

Une compensation de 597.44\$ est prélevée pour chaque unité située (comprenant 25 terrains) à l'intérieur du bassin de taxation délimité par un liséré noir et illustré au plan annexé au règlement d'emprunt 2009-09 afin de rembourser des dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles représentant la part des travaux domestiques dans le secteur Leclerc, phase 3.

Article 13

Pour pourvoir au paiement des dépenses à l'opération de l'usine d'épuration des eaux usées, de la station de pompage de même qu'à l'entretien du réseau d'égout, il est exigé et il sera prélevé, pour l'année 2016, de chaque propriétaire d'un immeuble raccordé au réseau d'égout, une compensation applicable à chaque immeuble dont il est propriétaire de 250.00\$ par unité, le nombre d'unités ou de partie d'unité attribuée à un immeuble est celui établi dans le document intitulé « tableau d'équivalence » joint au présent règlement pour en faire partie intégrante comme Annexe A.

Dans le cas des immeubles non imposables, la valeur attribuée à ces immeubles, tel qu'indiqué dans l'Annexe A, est payable à même le fonds général.

Article 14

Pour pourvoir au paiement des dépenses à la vidange des fosses septiques visées par le règlement 2010-34, il est exigé et il sera prélevé, pour l'année 2016, de chaque propriétaire d'un immeuble visé par le programme régional de vidange des installations septiques dans les limites du territoire de la Municipalité de Saint-Valérien-de-Milton, une compensation applicable à chaque immeuble isolé qu'il soit permanent ou saisonnier dont il est propriétaire un tarif de :

- 43.16\$ pour la vidange d'une fosse septique desservant une résidence isolée occupée de façon saisonnière;
- 86.33\$ pour la vidange d'une fosse septique desservant une résidence isolée en saison régulière;
- 47.24\$ additionnels pour la vidange hors saison;

Article 15

Un tarif de 76.16\$ par unité de logement servant ou qui servira de logement permanent ou saisonnier, est imposé et prélevé pour l'année fiscale 2016, de tout propriétaire de telle unité portée ou qui sera portée au rôle d'évaluation foncière dans l'année 2016, afin de couvrir les dépenses encourues pour les services d'enlèvement, de transport, d'élimination des matières résiduelles et des gros rebuts domestiques.

Le présent tarif ne s'applique pas à une exploitation agricole enregistrée ni aux unités de logements de l'Île Lemay (5 matricules : du numéro 6347-12-5704-001 au numéro 6347-12-5704-005 inclusivement).

Un tarif de 76.16\$ par unité industrielle, commerciale ou institutionnelle dont le propriétaire en fait ou en a fait la demande à la Municipalité, est imposé et prélevé pour l'année fiscale 2016, de tout propriétaire de telle unité portée ou qui sera portée au rôle d'évaluation foncière dans l'année 2016, afin de couvrir les dépenses encourues pour les services d'enlèvement, de transport, d'élimination des matières résiduelles et des gros rebuts domestiques.

Article 16

Un tarif de 48.32\$ par unité servant ou qui servira de logement permanent ou saisonnier, est imposé et prélevé pour l'année fiscale 2016, de tout propriétaire de telle unité portée ou qui sera portée au rôle d'évaluation foncière dans l'année 2016, afin de couvrir les dépenses encourues pour les services d'enlèvement, de transport et de traitement des matières organiques.

Le présent tarif ne s'applique pas à une exploitation agricole enregistrée ni aux unités de logements résidentiels de l'Île Lemay (5 matricules : du numéro 6347-12-5704-001 au numéro 6347-12-5704-005 inclusivement).

Un tarif de 48.32\$ par unité industrielle, commerciale ou institutionnelle dont le propriétaire en fait ou en a fait la demande à la Municipalité, est imposé et prélevé pour l'année fiscale 2016, de tout propriétaire de telle unité portée ou qui sera portée au rôle d'évaluation foncière dans l'année 2016, afin de couvrir les dépenses encourues pour les services d'enlèvement, de transport et de traitement des matières organiques.

Article 17

Les paiements desdits comptes de taxes et tarifications de 300\$ et plus, peuvent être effectués en trois (3) versements égaux dont les dates de versements sont établies suivants les dispositions de l'article 252 et suivants de la loi sur la Fiscalité municipale, à savoir pour l'année 2016 : la date ultime où peut être fait ledit premier versement est le trentième jour (30^e) jour qui suit l'expédition du compte de taxes et les versements postérieurs au premier doivent être faits le quatre-vingt-dixième (90^e) jour qui suit le dernier jour où peut être fait le versement précédent. Il en est de même pour les paiements des comptes de taxes et tarifications de 300\$ et plus en tenue à jour.

Article 18

Le Conseil décrète que seul le versement total échu de tout compte de taxes et tarifs facturés par la Municipalité, dans l'année 2016, devient exigible à son échéance et porte intérêt.

Article 19

Les tarifs de location de salle pour l'exercice 2016 au Centre communautaire situé au 1384 de la rue Principale ou du Chalet des Loisirs situé au 1512 chemin de Roxton à Saint-Valérien-de-Milton sont chargés comme suit aux demandeurs :

Centre communautaire

165,00\$	Salle no.1
115,00\$	Salle no.2
250,00\$	Salles no.1 et no.2
265,00\$	Salles no 1, no.2 et no.3
305,00\$	Salon funéraire (incluant retour de funérailles)
60,00\$	Salle no. 3
180,00\$	Salles no.1 et no.3
115,00\$	Location d'une salle pour un organisme s'il y a un droit d'entrée.
115,00\$	Par mois pour le club de l'Âge d'or.

Chalet des loisirs

95,00\$	pour une journée
70,00\$	par jour si plus d'un jour
50,00\$	de 8h00 à 12h00
50,00\$	de 13h00 à 17h00
50,00\$	de 18h00 à 24h00 ou plus tard que 24h00 avec permission spéciale de la Municipalité, ladite location sous les mêmes conditions que la location de salle au Centre communautaire avec les adaptations nécessaires au permis de location préparé par la Municipalité et aussi, sans créer de conflit avec l'horaire établi pour les activités ordinaires et régulières.

225\$ par semaine pour une cause exceptionnelle et ce, avec l'autorisation du Conseil municipal.

Article 20

Les frais exigibles pour la transcription et la reproduction d'un document détenu par un organisme municipal sont les suivants :

- a) 13,25\$ pour un rapport d'événement et d'accident;
- b) 3,35\$ pour une copie du plan général des rues ou de tout autre plan;
- c) 0,25\$ par unité d'évaluation pour une copie d'un extrait du rôle d'évaluation;
- d) 0,25\$ par unité d'évaluation pour une copie d'un extrait du rôle d'évaluation;
- e) 0,25\$ par page pour une copie de règlement municipal, ce montant ne pouvant excéder la somme de 35\$;
- f) 3.00\$ pour une copie du rapport financier;
- g) 0,01\$ par nom pour la reproduction de la liste des électeurs ou des personnes habiles à voter lors d'un référendum;
- h) 0,01\$ par nom pour la reproduction de la liste des contribuables ou habitants;
- i) 0,25\$ pour une page photocopiée d'un document autre que ceux qui sont énumérés aux paragraphes a à g;
- j) 5.00\$ pour une confirmation, attestation ou reproduction d'un document expédié par voie de courrier, de télécopie ou par voie électronique (courriel).
- k) 50.00\$ de surcharge pour déplacement inutile selon l'article 2 du règlement de 2011-47 relativement à la vidange de fosses septiques.

Article 21

Le taux d'intérêt applicable pour l'année fiscale 2016 sur ledit solde d'un compte de taxes foncières générales des catégories numéros 1 à 6, foncières spéciales ainsi que

les tarifs pour les services dans les secteurs et les tarifs pour les services municipaux, est fixé à 12% l'an ou 1% par mois.

Le taux d'intérêt applicable pour l'année fiscale 2016 sur le solde de toute autre facture émise par la Municipalité, est fixé à 12% l'an ou 1% par mois.

Des frais d'administration de 25\$ deviennent exigibles et sont réclamés au tireur du chèque ou de l'ordre lorsqu'un chèque ou un autre ordre de paiement est remis à la Municipalité, et que le paiement de celui-ci en est refusé par le tiré et ce, en sus de toutes taxes, de tous tarifs ou de tout autre frais décrétés par le présent règlement.

Article 22

Le présent règlement entre en vigueur conformément aux dispositions de la Loi.

Adopté à Saint-Valérien-de-Milton ce 14 décembre 2015.

Raymonde Plamondon
Maire

Robert Leclerc
Directeur général et secrétaire trésorier

Avis de motion : 05 octobre 2015
Adoption : 14 décembre 2015
Publication : 16 décembre 2015
Entrée en vigueur : 16 décembre 2015

Adoption du programme triennal d'immobilisation

Résolution 468-12-2015

Il est proposé par monsieur Serge Ménard, appuyé par monsieur Jean-Guy Jacques et résolu à l'unanimité des conseillères et des conseillers d'adopter le programme triennal d'immobilisation 2016-2017-2018 ci-dessous.

Le programme des activités d'investissement pour les 3 prochaines années, soit 2016 à 2018 pourrait être comme suit pour ne nommer que ces dossiers et nous sommes à faire les estimations :

Réfection de la phase 2 du 6^e rang.
Agrandir la caserne.
Réparer les trottoirs.
Poursuivre l'amélioration des chemins.
Construire un garage au terrain des loisirs.
Pose de bitume dans le rang de l'Égypte.

PÉRIODE DE QUESTIONS

Aucune question, commentaire, observation et/ou suggestion ainsi portée à l'attention des membres du conseil ne sera inscrit au procès-verbal de cette session, à moins que la majorité des membres du conseil n'en décide autrement dans chaque cas, ou à moins que cette intervention ou partie d'intervention ne fasse l'objet d'une décision du conseil.

Levée de l'assemblée

Résolution 469-12-2015

Il est proposé par monsieur Jean-Guy Jacques, appuyé par madame Noëlle Jodoin et résolu à l'unanimité des conseillères et des conseillers de lever l'assemblée à 19H50.

Raymonde Plamondon
Maire

Robert Leclerc
Directeur général et secrétaire-trésorier

Je, Raymonde Plamondon, maire, ayant présidé cette séance, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du Code municipal.